

LES FORÊTS

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai une deuxième pétition à présenter, qui porte sur une autre question et provient d'habitants de Little Fort, en Colombie-Britannique. Ces pétitionnaires se préoccupent du fait que les ententes fédérales-provinciales sur le développement forestier n'ont pas encore été signées.

Je suis heureux que le ministre soit présent. Je lui adresserai donc les remarques suivantes. Les pétitionnaires soulignent que le secteur forestier arrive en tête des industries canadiennes au chapitre des revenus d'exportation. Ils font aussi remarquer les avantages que confèrent les ententes actuelles sur les plans de la création d'emplois et de la régénération de nos forêts. Ils demandent au Parlement de renouveler ces ententes passées avec la Colombie-Britannique et, du même coup, de s'engager de nouveau à reboiser les forêts, à faire avancer la recherche sylvicole, à promouvoir la sylviculture et à aider l'industrie forestière à créer de nouveaux produits ainsi qu'à trouver de nouveaux marchés, lesquels permettront de créer dans l'avenir d'autres emplois dans ce secteur.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter une pétition dans laquelle sont exprimées les vues d'un grand nombre de Canadiens qui s'opposent à la taxe sur les produits et services. En effet, il s'agit d'une forme injuste d'imposition qui ne tient pas compte de la capacité de payer des contribuables. Le gouvernement n'a pas modifié le régime fiscal inéquitable qui permet à des particuliers et des sociétés riches de ne payer aucun impôt fédéral ou presque pas. Il prélève un impôt sur des produits et services comme la lecture, les coupes de cheveux, les couches, les cercueils et le combustible.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au Parlement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services et d'appliquer un régime fiscal plus efficace qui comporterait un impôt minimum sur les riches. Ils disent que cette réforme ne doit pas être une occasion pour le gouvernement de faire une razzia fiscale.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition signée par quelque 1 600 personnes de tous les coins de la circonscription que je représente et d'un certain nombre de circonscriptions voisines qui s'élèvent contre le projet de taxe sur les produits et services parce qu'elles le jugent inacceptable.

Les pétitionnaires sont d'avis qu'il vaudrait mieux réformer le régime fiscal de sorte que les riches et les sociétés soient assujettis à un impôt minimum. Ils estiment également que, pour modifier la fiscalité, il faut

Affaires courantes

avoir l'accord général de la population. Or, dans le cas actuel, le seul consensus qui se dégage est une opposition généralisée aux changements que le gouvernement propose d'apporter.

L'INDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES ET DU NORD

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée par 632 électeurs de la circonscription de Cochrane—Supérieur que je représente et tout particulièrement de la ville de Manitouwadge.

Ces pétitionnaires éprouvent de vives appréhensions au sujet du rapport du groupe de travail qui s'est penché sur les avantages fiscaux accordés aux habitants des régions septentrionales et des régions éloignées. Ce groupe de travail voudrait que 37 localités de ma circonscription ne soient plus admissibles à ces avantages fiscaux.

Manitouwadge est bel et bien une localité située à 45 milles au nord de la Transcanadienne et à bien plus de 400 kilomètres de la ville de Thunder Bay. En conséquence, les pétitionnaires de Manitouwadge demandent au Parlement de rejeter en bloc le rapport du groupe de travail.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Joe Fontana (London-Est): Conformément à l'article 36 du Règlement, monsieur le Président, j'ai le devoir de présenter à la Chambre une pétition signée par mes électeurs. Comme c'est aujourd'hui que le gouvernement présente son budget, je trouve le moment particulièrement bien choisi pour les habitants de London qui demandent au gouvernement de faire table rase de sa taxe sur les produits et services qui risque sans raison de placer les petits entrepreneurs, les gens âgés, les étudiants et les économiquement faibles dans une situation financière particulièrement difficile. Ils demandent au gouvernement de renoncer à sa TPS.

• (1120)

LES FORÊTS

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre aujourd'hui deux pétitions, dont une est signée par des habitants de Saanich dans la région de Victoria et l'autre par des gens de toute la Colombie-Britannique qui, en ce jour très important de la présentation du budget, demandent au gouvernement fédéral de signer l'entente forestière fédérale-provinciale avec le gouvernement à Victoria afin que l'on puisse reboiser nos terres.

Le ministre est ici aujourd'hui. Il connaît nos préoccupations et il sait ce que nous voulons voir dans le budget ce soir pour que l'entente soit signée.